

Concours : ENM 2<sup>e</sup> concours

Epreuve : Note de synthèse

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Le blasphème et la liberté d'expression

"Le blasphème fait partie des droits de l'homme. L'humour des vertus du citoyen". Cette citation d'André Comte-Sponville met en exergue la sensibilité de la thématique du blasphème, qui touche aux croyances de chacun et à la susceptibilité.

Le blasphème correspond à "la parole ou le discours qui outrage la divinité, la religion, ou ce qui est considéré comme respectable ou sacré".

Si le blasphème ne constitue plus aujourd'hui un délit, il n'en demeure pas moins que l'expression des opinions religieuses, et plus particulièrement la critique d'une religion au nom de la liberté d'expression pose des difficultés certaines. La critique de l'islam est notamment particulièrement problématique.

Ainsi l'évolution du délit de blasphème à la provocation à la haine sera envisagé avant d'envisager le blasphème de l'islam et la liberté d'expression (II).

I- Du blasphème à la provocation à la haine, au nom de la liberté d'expression

Si la liberté d'expression a justifié l'abandon du délit de blasphème (A), la création du délit de provocation à la haine constitue une limite à cette liberté d'expression (B).

A- La liberté d'expression, fondement de l'abandon du délit de blasphème

Le code canonique, en son article (an. 1369), prévoyait que le blasphème était puni d'une juste peine (doc. 1).

En réalité, les chrétiens considéraient le blasphème davantage comme un péché dont il fallait s'arrêter que comme un crime la mise en



exercice et la punition du délit de blasphème doit davantage être rattachée aux rois qui, au Moyen-âge, avaient peur que le blasphème ne déclenche les foudres divines. D'un délit religieux, le blasphème a donc ensuite été rattaché au délit politique de lèse-majesté, sévèrement puni. Les rois craignaient le trouble à l'ordre public qu'aurait pu causer le blasphème, la société étant alors très croyante.

La loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 mettra fin au délit d'outrage à la morale religieuse, correspondant ni plus ni moins au délit de blasphème, terme supprimé du code pénal en 1791.

Suite à cette loi, la liberté d'expression des citoyens quant à la religion était donc totale, jusqu'à la loi Pleven de 1972 qui crée le délit de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence en raison notamment de son appartenance à une religion déterminée. (doc. 3).

### B- La provocation à la haine, limite à la liberté d'expression

La jurisprudence a clarifié en 2007 la frontière entre la liberté d'expression de chacun et le délit de provocation en raison de l'appartenance religieuse qui posait jusque là de pénibles difficultés d'interprétation.

Le procès de Charlie Hebdo, au sujet des caricatures de Mahomet qui avaient été publiées par le journal satirique, a été l'occasion de préciser que la liberté d'expression permettait les insultes à une religion, à ses symboles ou ses figures mais ne pouvait justifier des insultes envers les adeptes de cette religion (doc. 11).

L'interprétation donnée par la jurisprudence a permis de clarifier les limites du droit d'expression mais le nombre de procès n'a pas pour autant diminué. En effet, les groupes ou les associations religieuses sont en droit d'agir, au nom d'une communauté. Le nombre d'actions ne cesse ainsi d'augmenter, actions qui sont parfois menées par des associations intégristes. La difficulté réside alors dans l'assimilation qui peut être faite dans l'inconscient collectif entre l'association et l'ensemble de la communauté qu'elle représente, comme si tous les membres étaient en accord avec cette action. Cette assimilation négative par l'inconscient collectif peut alors conduire à une division voire un rejet de la communauté concernée (doc. 9).

Au nom de la liberté d'expression, chacun peut critiquer les



religions qu'elles soient. Mais cette liberté d'expression qui se veut quasi totale vient se heurter à la réaction négative de certains pratiquants de l'islam.

## II - Le blasphème de l'islam et la liberté d'expression

Si au plan européen comme international les institutions tendent à limiter la liberté d'expression face à l'islam (A), le blasphème de l'islam au nom de la liberté d'expression doit être possible, au même titre que les autres religions (B).

### A - Une volonté tant européenne qu'internationale de limitation du droit d'expression face à l'islam

Dans un arrêt du 25 octobre 2013, la Cour européenne des droits de l'homme a approuvé la condamnation par l'Autriche d'une de ses ressortissantes qui avait traité le prophète Mahomet de pédophile. Pour la CEDH, l'article 10 garantissant la liberté d'expression n'a pas été violé, il appartient selon elle aux autorités nationales de déterminer quelles déclarations peuvent troubler la paix religieuse du pays. (doc. 7)

La CEDH approuve ainsi la décision de l'Autriche de condamner sa ressortissante pour injure à la religion islamique, et ce afin de préserver la paix dans le pays. Des décisions similaires avaient été prises concernant des films. La Cour de Cassation, dans un arrêt de la chambre criminelle du 28 juin 2017, a eu une interprétation beaucoup plus large de la liberté d'expression. Elle a ainsi estimé que des spectateurs interrompant un spectacle suite aux propos tenus sur scène par les artistes à l'encontre de leur religion se rendaient capables d'entrave à la liberté d'expression (doc. 2).

Au niveau international, l'organisation de la conférence islamique, qui siège au conseil des droits de l'homme de l'ONU, fait pression pour que soit créé au niveau international le délit de "diffamation des religions" (doc. 6, 8).

Les conceptions musulmane et occidentale de la liberté d'expression en matière religieuse sont ainsi discordantes. Les pays de l'Oci souhaiteraient limiter le droit et la liberté d'expression s'agissant des religions alors que, dans le même temps, des pays européens, notamment l'Irlande en 2018, assouplissent leur législation. La communauté internationale, et notamment les institutions



européennes doivent veiller à s'opposer à une telle limitation de la liberté d'expression voulue par les pays musulmans. Mais la difficulté à surbraver alors est l'assimilation par certaines institutions européennes, comme la commission européenne, entre l'islamophobie et l'antisémitisme.

## B- Le blasphème de l'Islam possible, au nom de la liberté d'expression

L'islamophobie constitue la peur, le refus, la critique de l'islam. Il s'agit donc d'une position idéologique mais nullement de haine à l'égard de ses pratiquants (doc. 10).

L'islam est en effet une religion et non une ethnie. A ce titre, elle doit, comme toutes les autres religions, pouvoir être critiquée (doc. 5).

Il n'y a nullement lieu, comme a pu le faire la CEDH, d'opérer une différence dans ses décisions en fonction de la religion concernée. En effet, dans d'autres décisions, la CEDH a pu décider que le blasphème à l'encontre de la religion chrétienne se justifiait par la liberté d'expression.

Il est à craindre que la décision de la CEDH soit motivée par la crainte des violences qui pourraient avoir lieu en représaille des critiques de l'islam. La "coexistence pacifique" primerait alors sur la liberté d'expression. Toutefois, au nom de son existence, la liberté d'expression ne peut connaître de telle limite (doc. 8, 9).

Le principe français de laïcité est un principe fort : tous les citoyens sont égaux, quelle que soit leur religion. L'Etat français ne s'adresse donc pas à des communautés religieuses mais à des citoyens qu'il veut libres. Il existe une volonté d'émanciper l'homme par un seuil de valeurs communes. La liberté d'expression permet cette émancipation. Toutefois un conflit interne se dessine entre des conceptions plus ou moins larges de la laïcité. La laïcité doit-elle impliquer la neutralité ou au contraire l'expression libre de toutes les opinions religieuses (doc. 4).

La liberté d'expression permet de donner son opinion sur les religions, mais c'est bien la laïcité qui garantit la liberté de penser, de croire ou de ne pas croire (doc. 5).